

## **Article 3 : L'échec de la coopération monétaire, mise en cause du comportement non-coopératif de l'Allemagne.**

Il s'agit maintenant de saisir tous les enjeux posés par la crise de l'euro. L'absence d'optimalité de la zone euro a engendré une situation instable où les déséquilibres structurels entre les pays membres menacent sérieusement la viabilité de l'euro.

### **L'orthodoxie allemande influente au sein de la BCE**

Dès les premières ébauches de l'Union économique et monétaire, l'Allemagne conditionne la viabilité de ce projet par la mise en œuvre d'une communauté de stabilité monétaire. Cette revendication allemande va constituer le cœur du compromis fondateur de la monnaie unique. De surcroît, elle influencera l'ensemble du cadre institutionnel de l'Eurosystème et notamment elle circonscrit le rôle de la Banque centrale européenne à un objectif très spécifique.

#### ***L'esprit de la Bundesbank s'est imposé au sein de la BCE***

Le traité de Maastricht ou traité sur le fonctionnement de l'Union européenne entré en vigueur le 1er novembre 1993, institutionnalise le Système européen de banques centrales (SEBC) composé des banques centrales nationales de chaque Etat, et d'un secrétariat central qui a le nom de Banque centrale européenne (BCE). Les statuts du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la Banque centrale européenne (BCE) ont été repris dans le protocole n°4 annexé au traité de Lisbonne entré en vigueur le 1er décembre 2009<sup>1</sup>. Le principe essentiel de la BCE est celui de son indépendance vis-à-vis du politique. Il est énoncé à l'article 130 du traité FUE et à l'article 7 des statuts du SEBC et de la BCE qui stipule que : « *Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur sont conférés, ni la BCE, ni une banque centrale nationale (BCN), ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter d'instructions des institutions ou organes de l'Union, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. Le mandat des membres du directoire et du conseil des gouverneurs de la BCE est formulé de manière à garantir le respect de l'article 130 du traité FUE. L'indépendance de la BCE est également préservée par les interdictions figurant à l'article 123 du traité FUE qui s'appliquent aussi aux Banques centrales nationales: interdiction d'accorder des découverts*

<sup>1</sup> [http://www.ecb.int/ecb/legal/pdf/c\\_08320100330fr\\_ecb\\_statute.pdf](http://www.ecb.int/ecb/legal/pdf/c_08320100330fr_ecb_statute.pdf)

*ou tout autre crédit aux institutions ou organes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres. L'indépendance de la BCE est centrée sur le libre choix des instruments de politique monétaire. Le traité prévoit l'utilisation d'instruments traditionnels (articles 18 et 19 des statuts) et laisse le conseil des gouverneurs libre de décider à la majorité des deux tiers du recours aux autres méthodes qu'il juge opportunes (article 20 des statuts)<sup>2</sup> ».*

Un autre principe directeur de l'action de la BCE est celui de la stabilité des prix. En vertu de l'article 127, paragraphe 1, du traité FUE : *« l'objectif prioritaire du SEBC est de garantir la stabilité des prix. Sans préjudice de cet objectif, le SEBC apporte son soutien à la politique économique générale de l'Union, contribuant à la réalisation des objectifs de celle-ci tels qu'ils sont définis à l'article 3 du traité sur l'Union européenne »* (traité UE). Et cet article 3 précise que *« l'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement ... »*. De plus, *« le SEBC agit conformément aux principes d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, en favorisant une allocation efficace des ressources<sup>3</sup> »*. (Article 127, paragraphe 1, du traité FUE)

On observe à lecture des articles 127 et 3 du TUE que la BCE vise deux objectifs mais qui restent très hiérarchisés. Il s'agit alors d'un mandat dual hiérarchique et non d'un mandat unique. On peut mettre en évidence un objectif principal qui est la stabilité des prix, et un objectif secondaire qui est le soutien aux politiques économiques générales de l'Union européenne. Il est important également de souligner que ce n'est pas un mandat dual non hiérarchique comme dans le cas de la FED aux Etats-Unis. Il n'entre pas dans le mandat de la BCE de promouvoir la croissance, elle doit seulement soutenir les politiques économiques.

Ainsi, le mandat de la BCE dans le cadre de la politique monétaire est de contribuer à la réalisation des objectifs définis à l'article 3 du TUE, en maintenant la stabilité des prix. Autrement dit, la promotion de la croissance qui est l'objectif secondaire de la BCE pourra n'être que plus efficace à partir d'un maintien strict de la stabilité des prix. Selon les responsables de la BCE, la poursuite du premier objectif (stabilité des prix) permettrait d'atteindre automatiquement le second (la croissance et l'emploi). La définition des prérogatives de la BCE est l'œuvre de l'influence allemande dans la détermination de la politique monétaire au sein de l'Eurosystème. En effet, à l'occasion de la ratification du traité de Maastricht, le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe a précisé, dans l'arrêt qu'il rendit le 12 octobre 1993, que le passage à la monnaie unique devait se faire dans le cadre d'une communauté de stabilité monétaire. Ainsi, l'adhésion de la "Buba" et des autorités allemandes et notamment du Chancelier Kohl au projet d'Union économique et monétaire était conditionnée par la mise en place de cette communauté dite de stabilité monétaire. Celle-ci est considérée comme le cadre dans lequel la Bundesbank s'est inscrite depuis sa création en 1957. Les rédacteurs du traité de Maastricht se sont donc largement inspirés des statuts allemands afin de définir les prérogatives du SEBC et de la BCE.

<sup>2</sup> <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:083:0047:0200:fr:PDF>

<sup>3</sup> *ibid*

On constate alors que l'indépendance du pouvoir monétaire et le maintien de la stabilité des prix au sein de l'Eurosystème est calqué sur le modèle allemand de la Bundesbank. Sur son site, on peut lire: « *The overriding aim behind all of the Bundesbank's activities is to safeguard the stability of the general price level and the financial system*<sup>4</sup> ». Ces principes sont issus du Bundesbank act de 1957 qui assigne à la "Buba" d'assurer en premier lieu la stabilité de la devise ouest-allemande et la fluidité des flux monétaires. L'orthodoxie de la Bundesbank a permis au Deutsche Mark de devenir une monnaie qui résiste à l'inflation et surtout qui favorise un développement économique fort et durable. Grâce à cette rigueur monétaire, la Bundesbank a fait du Deutsche Mark l'une des monnaies les plus fortes et stables au monde. On peut légitimement penser que sans un Mark fort, l'euro n'aurait pu disposer d'une telle "force" et stabilité.

### ***La stabilité monétaire, l'ultime solution face aux enjeux sociétaux allemands***

Aujourd'hui, plusieurs facteurs expliquent cette hantise allemande de l'inflation. D'abord, on peut souligner le facteur historique. Au début des années 1920, à l'époque de la République de Weimar, l'Allemagne subit de plein fouet le fléau de l'hyperinflation avec un taux d'inflation de 244% en 1920 et de 1.870 000 000 % en 1923<sup>5</sup>. Cet épisode douloureux de son histoire, marqué par la fameuse "valise de billets pour aller acheter son pain" a gravement marqué la mémoire collective, dans la mesure où ce dernier a favorisé la montée du nazisme et l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, en 1933. On peut également mettre en évidence un autre événement historique qui aurait bouleversé les Allemands. En 1948, à la suite de la réforme monétaire et du lancement du Deutsche Mark, les épargnants n'ont pu garder que 6,5% de leur fortune. Selon, l'ancien ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement : « *l'Allemagne, résiste car elle a dans sa mentalité un blocage très ancien qui résulte de la confiscation des avoirs en banque des épargnants en 1948 quand on a créé le deutschemark*<sup>6</sup> ». Mais, il faut savoir que d'autres facteurs qu'historiques doivent être pris en compte afin de comprendre précisément la phobie allemande de l'inflation. En effet, il existe des facteurs structurels qui justifient le comportement allemand.

Aujourd'hui, l'Allemagne connaît une crise démographique qui oblige sa population à fortement épargner afin de pouvoir verser les retraites futures. Celles-ci dépendront de la richesse accumulée et capitalisée. Pour cela, il faut éviter toute ponction sur la richesse nationale. Ceci explique très clairement la décision de la Cour de Karlsruhe d'interdire l'union de transfert. Ensuite, il faut trouver le placement financier le plus rentable afin de dégager l'épargne la plus conséquente. Pour répondre à cet objectif, la libéralisation des capitaux accompagnée d'un taux directeur de la BCE supérieur à celui de la FED vont accélérer la financiarisation de l'économie allemande.

---

<sup>4</sup> [http://www.bundesbank.de/Navigation/EN/Bundesbank/Tasks\\_and\\_organisation/Tasks/tasks.html](http://www.bundesbank.de/Navigation/EN/Bundesbank/Tasks_and_organisation/Tasks/tasks.html)

<sup>5</sup> [http://www-wiwi.uni-regensburg.de/images/institute/angegliedert/goemmel/Deutsche\\_Wirtschaft\\_und\\_Wirtschaftspolitik\\_1914-1945\\_54-70.pdf](http://www-wiwi.uni-regensburg.de/images/institute/angegliedert/goemmel/Deutsche_Wirtschaft_und_Wirtschaftspolitik_1914-1945_54-70.pdf)

<sup>6</sup> [http://www.chevenement.fr/Sur-l-Europe-mes-idees-sont-coherentes-depuis-Maastricht\\_a1291.html?preaction=nl&id=3345999&idnl=101688&](http://www.chevenement.fr/Sur-l-Europe-mes-idees-sont-coherentes-depuis-Maastricht_a1291.html?preaction=nl&id=3345999&idnl=101688&)

Ainsi, le risque d'une trop forte inflation est d'engendrer une perte de capital en valeur pour l'épargnant puisque le rendement lié à l'épargne serait situé en dessous du taux d'inflation en vigueur. On peut donc comprendre que les allemands veulent imposer à la BCE, la stabilité monétaire comme principe directeur de ses actions.

L'inflation pourrait également entraver la stratégie industrielle non-coopérative de l'Allemagne pour deux raisons. D'abord, il faut savoir que selon l'historien Werner Abelshauser, l'économie allemande a toujours été fondée sur des perspectives fixes et des calculs à long terme dans le but de favoriser ses exportations. Au 31 août 2012, le pays affiche un excédent commercial de 121 milliards d'euros<sup>7</sup>. L'inflation engendrerait ainsi une perte de pouvoir d'achat de la monnaie et pourrait par conséquent troubler les prévisions des industriels allemands. La deuxième raison est liée à leur politique de désinflation salariale mis en place par le Chancelier Schröder au début des années 2000. L'objectif de cette politique où le travailleur est considéré comme la variable d'ajustement par excellence, est d'améliorer la compétitivité des industriels allemands en baissant le coût de production tout en sauvegardant l'emploi. Mais, la survenance d'un taux élevé d'inflation pourrait remettre en cause cette politique, en ce sens où il réduirait drastiquement le pouvoir d'achat des salariés allemands. Ainsi, ces derniers seraient susceptibles de manifester leur colère, ce qui distendrait le lien social allemand.

Au regard de l'ensemble de ces facteurs, il n'est pas surprenant que les Allemands veuillent à tout prix imposer leurs vues quant au cadre institutionnel du SEBC et de la BCE. Il est ainsi d'autant plus facile de comprendre la décision de la Cour de Karlsruhe d'interdire d'une part le principe d'une mutualisation de la dette et d'autre part le principe de monétisation directe de la dette des Etats par la BCE. Pour les allemands, de telles mesure auraient à la fois contredit la « communauté de stabilité monétaire » en favorisant l'inflation et décrédibilisé la banque centrale quant à son indépendance face au politique. On observe que la volonté de l'Allemagne était d'imposer un cadre contraignant à la BCE afin qu'elle se concentre sur son unique objectif la "stabilité monétaire", c'est-à-dire la lutte contre l'inflation. Mais, celle-ci vise en premier lieu à répondre à des enjeux nationaux allemands tels que le problème des retraites et le maintien de sa politique industrielle non coopérative via la désinflation salariale. De plus, la politique monétaire menée par la BCE en ayant comme unique objectif la lutte contre l'inflation, va inéluctablement engendrer une appréciation de l'euro par rapport au dollar et autres devises internationales. L'euro fort est la résultante d'une politique de taux d'intérêt qui vise avant tout à favoriser les investissements en euros au détriment de la compétitivité des économies des pays membres. Néanmoins, certains pays tels que l'Allemagne ont réussi à maintenir une balance commerciale excédentaire. Pour ce dit pays, l'euro fort n'est pas un inconvénient en ce sens où sa stratégie industrielle non-coopérative n'est possible qu'à partir d'une surévaluation de la monnaie unique.

---

<sup>7</sup> <http://perspective.usherbrooke.ca>

## **L'euro et la stratégie industrielle non-coopérative allemande**

Les failles de la zone euro sont la conséquence d'une combinaison de facteurs. On a expliqué que la viabilité de l'Union économique et monétaire ne peut être possible dans la mesure où la politique monétaire unique de la BCE appliquée à des économies hétérogènes n'est pas accompagnée d'une optimalité de la zone. La politique monétaire de la BCE n'a fait qu'approfondir les divergences entre les économies des pays membres en se fixant comme unique objectif " la stabilité monétaire ". Comme on a pu le souligner plus haut, la BCE est issue du modèle de la Bundesbank et par conséquent elle n'a fait que servir les intérêts de cette Allemagne décomplexée depuis sa réunification. Il faut savoir que tout le cadre institutionnel et réglementaire qui accompagne la création de la monnaie unique depuis le rapport Werner de 1970, en a été l'œuvre bien pensée des autorités allemandes. En effet, l'Allemagne connaît depuis 1968 une chute de son taux de natalité (fin du baby boom) et affiche même au début des années 1970, un solde naturel négatif. Aujourd'hui, la situation est identique, l'Allemagne est un pays vieillissant qui a de gros problèmes de renouvellement de ses générations. Face à cet enjeu sociétal alarmant, les autorités politiques allemandes se devaient de trouver une solution pour résoudre cette situation inextricable que pose le financement des systèmes sociaux. Cela concerne avant tout le système de santé et l'assurance retraite.

Pour relever ce défi majeur de son histoire, l'Allemagne a trouvé dans l'Union économique et monétaire, le point d'ancrage de sa stratégie économique et sociale. Maintenant, il s'agit de mettre en évidence les étapes de cette stratégie bien ficelée. Quels ont été les procédés utilisés par l'Allemagne pour tirer toute la quintessence de la monnaie unique ?

Tout d'abord, l'association de plusieurs évènements a guidé le comportement allemand. Le traité de Maastricht, qui a décidé de l'introduction de la monnaie unique, et la situation socioéconomique en Europe centrale suite à l'effondrement du système communiste ont favorisé la mise en place de la stratégie industrielle de l'Allemagne.

Suite à la réunification et à l'échec de l'application du Deutsche Mark en Allemagne de l'Est, la population de l'Ouest ont dû verser des sommes considérables afin de combler le retard économique de leurs compatriotes de l'Est. Cette union de transfert a engendré une forte inflation, par conséquent la Bundesbank pour mettre un terme à cette poussée inflationniste a décidé d'appliquer une politique monétaire discrétionnaire via un niveau élevé de ses taux directeurs. Cette politique contra-cyclique a entravé la croissance économique et favorisé parallèlement une hausse importante du chômage, qui a été effective jusqu'en 2000. Le taux de croissance économique s'est réduit pour atteindre 1,5 % de 1992 à 1998. Et le commerce extérieur est déficitaire sans discontinuer de 1991 à 2000<sup>8</sup>. L'Allemagne en ce début de 21ème siècle doit faire face à de nombreux enjeux à savoir la perte de compétitivité de son industrie, la hausse du chômage et son problème de financement des retraites.

---

<sup>8</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p. 187.



Et aussi, le pays doit anticiper les risques politiques et migratoires immédiats qui résultent de l'effondrement du communisme en Europe centrale. Ainsi, l'Allemagne pour répondre en simultanéité à l'ensemble de ces défis à appeler de ses vœux l'euro dès le rapport Werner, et n'a eu de cesse de renouveler ses demandes à l'époque du Serpent monétaire et du SME et l'a chéri dès son institutionnalisation, à l'occasion du Traité de Maastricht en 1992.

A ce moment précis de l'argumentaire, il s'avère opportun de répondre à notre question. En effet, Comment l'euro à lui seul, pourra-t-il résoudre les problèmes de compétitivité, de financement des retraites et de géopolitique de l'Allemagne ? Quels seront les facteurs économiques et politiques qui favoriseront la faisabilité de cette stratégie ? Avant d'expliquer en détails la stratégie industrielle de l'Allemagne, il est crucial de revenir très brièvement sur certains aspects du cadre institutionnel et réglementaire de la monnaie unique. D'abord, la politique monétaire de la BCE issue du modèle de la Bundesbank, en se fixant comme unique objectif la stabilité des prix mène une politique de taux d'intérêt qui favorise l'appréciation de l'euro par rapport au dollar et autres devises internationales. Ensuite, la stabilité monétaire est essentielle afin d'attirer les investissements au sein de la zone euro, c'est la raison pour laquelle, les autorités allemandes ont imposé lors de l'élaboration du traité de Maastricht, la libéralisation totale des capitaux. L'influence allemande a été primordiale au cours de l'élaboration de l'UEM afin de concevoir les ingrédients indispensables à la réussite de sa fameuse stratégie. L'euro " fort " et la financiarisation de la zone monétaire représentent les fondements des actions stratégiques non coopératives du voisin germanique. Ainsi, les procédés utilisés par l'Allemagne pour une utilisation optimale d'un euro " fort " et d'une financiarisation des marchés reposent sur la délocalisation d'une partie de l'unité de production à l'Est, au sein des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale), et sur un processus généralisé de désinflation salariale.

### ***Une stratégie industrielle non-coopérative, pour une plus grande compétitivité***

Les pays des PECO par leur proximité géographique représentent une opportunité stratégique considérable pour les industriels allemands. A la suite de l'effondrement du bloc soviétique, les PECO en affichant une situation économique atone peuvent déstabiliser l'ensemble de leur zone géographique notamment par des flux migratoires importants. L'Allemagne va profiter alors de tout le potentiel de productivité de ses voisins des PECO pour délocaliser certaines unités de production. Par le biais de ses investissements, l'Allemagne engage un processus de développement accéléré dans ces pays et de fait, freine les vellétés migratoires de leur population.

Le fort potentiel économique de la République tchèque, Hongrie, Slovaquie et de la Pologne notamment, est une aubaine pour l'industrie allemande afin de recouvrer de la compétitivité. Les industriels choisissent de transférer les séquences de leurs processus de production à forte intensité de main d'œuvre dans la mesure où ces pays offrent des coûts de main d'œuvre au moins dix fois inférieurs à ceux de l'Allemagne. Il s'agit du processus de basculement du *Made in Germany vers le Made by Germany*<sup>9</sup>. Néanmoins, ils décident de conserver sur le sol allemand les fonctions de conception et la haute technologie. Il faut savoir

<sup>9</sup> Jacques Sapir, *L'Allemagne exporte mais se désindustrialise*, 19 octobre 2010.

qu'en Allemagne, le montage des produits est très efficace grâce à une logistique fiable et bon marché. Le but visé de cette manœuvre stratégique est d'imbriquer les avantages qualitatifs procurés dans un pays à salaires élevés comme l'Allemagne avec les avantages quantitatifs offerts par les bas salaires pratiqués en Europe de l'Est<sup>10</sup>. L'euro "fort" permet alors à l'Allemagne d'importer les biens intermédiaires fabriqués dans les PECO à un prix bon marché. Le poids des importations allemandes de biens intermédiaires fabriqués dans des pays à bas salaires et à monnaies faibles croît fortement depuis l'introduction de la monnaie unique. Il passe de 4 % à 16 % entre 1991 et 2006<sup>11</sup>. Ce résultat tient aux liens étroits tissés par les dirigeants allemands avec les pays d'Europe centrale et orientale, favorisés par l'élargissement de l'Union européenne qui, en fait, était conçu pour cette raison. Mais il dépend en premier lieu du taux de change de l'euro d'une part avec le dollar, d'autre part avec les monnaies des PECO.

Par le biais d'une surévaluation de l'euro, l'importation d'entrants bon marché en provenance des PECO permet d'offrir des produits d'exportation très compétitifs. De fait, les industriels allemands afin de renforcer leur compétitivité, vont associer leur compétitivité hors-prix issue de l'image de marque de leurs produits haut de gamme et leur compétitivité-prix qui résulte notamment de leur stratégie de délocalisation de certains segments du processus productifs dans les PECO. Il résulte d'une telle stratégie, un important déficit commercial de près de 5 milliards d'euros vis-à-vis de trois pays des PECO, à savoir la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie<sup>12</sup>. En outre, parallèlement aux délocalisations à l'Est et de manière complémentaire, le deuxième volet de la stratégie des dirigeants allemands afin d'imposer leur domination économique a consisté à organiser une vaste déflation salariale, aussi appelée désinflation compétitive. D'abord, il faut avoir à l'esprit que suite à la réunification, l'Allemagne connaît une forte hausse du coût réel du travail (salaires bruts plus cotisations des employeurs). Selon, les autorités allemandes, la hausse des coûts de production est à l'origine de la perte de compétitivité de son industrie. Dès l'introduction de l'euro, ils décident d'engager une vaste réforme, le fameux tournant de la rigueur à l'allemande. Par une libéralisation du marché du travail, les dirigeants allemands peuvent réduire les coûts de production pour mieux la répercuter sur le prix des produits finis afin de gagner des parts de marché à l'exportation vis-à-vis principalement des autres pays membres de la zone euro. Ainsi, dans un souci de compétitivité, la variable d'ajustement a donc été les salaires à défaut d'une dévaluation compétitive. Néanmoins, on considère que cette politique a permis à l'industrie allemande de réaliser ainsi l'équivalent d'une dévaluation de près de 20 % depuis 1995<sup>13</sup>. Cette cure d'austérité imposée au peuple allemand (Agenda 2010) a été l'œuvre du Chancelier Gerhard Schröder et de son gouvernement au début des années 2000, afin de redynamiser le tissu industriel allemand et d'assainir les finances publiques. Celle-ci est poursuivie encore aujourd'hui par la Chancelière Angela Merkel.

---

<sup>10</sup> <http://www.prosecobourse.com/index.php?module=actualites&id=27>

<sup>11</sup> Guillaume Gaullier, *L'essor des importations européennes de biens intermédiaires depuis des pays à bas salaires*, Bulletin de la Banque de France, n° 173, mai-juin 2008.

<sup>12</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p. 216-217.

<sup>13</sup> <http://pratclif.com/economy/alter-eco/modele-allemand.htm>

Pour atteindre cet objectif, les syndicats et les salariés ont dû accepter un accord avec le patronat sur le gel des salaires. Ils ont consenti, dans certaines branches, à l'allongement de la durée de travail sans compensation salariale. L'application de la TVA sociale s'est accompagnée ensuite d'une baisse significative de l'impôt sur les sociétés.

En 2001, Gerhard Schroder a introduit la capitalisation pour les retraites (loi Riester). En 2003, avec la réforme Hartz, l'allocation-chômage est réduite de 32 à 18 mois. L'équivalent allemand du Revenu minimum d'insertion (RMI) baisse de 448 euros par mois à 359 euros. Mais aujourd'hui, ce montant a été révisé car il violait, selon le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, le droit au "minimum vital digne" garanti par la constitution. L'allocation minimum a été alors revalorisée pour atteindre 374 euros. Des subventions sont accordées aux employeurs qui recrutent des emplois précaires et des intérimaires. En 2005, la protection contre les licenciements dans les entreprises de moins de dix salariés est diminuée. Les conditions d'indemnisation des chômeurs de longue durée sont durcies. En 2007, l'âge légal de départ à la retraite est porté de 65 à 67 ans. Cette mesure sera étalée entre 2012 et 2029. L'augmentation de 3 points de la TVA a pour effet de pénaliser la consommation intérieure et les importations, tout en favorisant les exportations puisque les cotisations sociales patronales sont baissées d'autant. Enfin en 2008, on assiste à une baisse de l'impôt sur les sociétés et en 2009, à la création d'un forfait santé<sup>14</sup>. En août 2010, un rapport de l'institut du travail de l'université de Duisbourg-Essen<sup>15</sup> a en effet établi que plus de 6,55 millions de personnes en Allemagne touchent moins de 10 euros brut de l'heure, soit 2,26 millions de plus en 10 ans. En majorité d'anciens chômeurs que le système Hartz a réussi à réinsérer. On souligne la présence importante des moins de 25 ans, des étrangers et des femmes (69% du total). Par ailleurs, 2 millions d'employés gagnent moins de 6 euros de l'heure Outre-Rhin et, en ex-RDA, ils sont nombreux à vivre avec moins de 4 euros par heure, c'est-à-dire moins de 720 euros par mois pour un temps complet. Les allocations sociales permettent alors de compléter leurs ressources<sup>16</sup>.

A partir de cette réforme structurelle, l'Allemagne est le pays développé où la pauvreté et les inégalités se sont le plus accrues entre 2000 et 2007. Les bas revenus sont passés, entre 2003 et 2009, de 18 % à 22 % de la population. De 2005 à 2010, le nombre de salariés à temps partiel a progressé de près d'un million, pour atteindre 5,2 millions d'actifs. A ce nombre, il faut ajouter près de 5 millions de personnes payées 400 euros par mois pour un travail à temps partiel dans le cadre de mini-jobs. Et il ne faut pas oublier, les 1 euro-jobs, ces fameux contrats payés un euro de l'heure, généralement pour des travaux d'intérêt public. Un tiers des offres d'emploi à pourvoir sont des emplois d'intérim, un secteur qui emploie 1 million de personnes<sup>17</sup>.

---

<sup>14</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p. 205-206.

<sup>15</sup> <http://www.iaq.uni-due.de/iaq-report/2010/report2010-06.pdf>

<sup>16</sup> <http://fr.myeuro.info/2011/10/05/la-competitivite-allemande-20-de-travailleurs-pauvres-3490>

<sup>17</sup> *ibid*



Formes d'emploi	1999	2008	2009	Changement par rapport à 1999 en %	Changement par rapport à 2008 en %
■ Actifs salariés	29 452	30 650	30 582	3,8	- 0,2
<i>dont</i>					
Salariés en emploi normal	23 628	22 929	22 990	- 2,7	0,3
Salariés en emploi atypique	5 814	7 721	7 592	30,6	- 1,7
<i>dont</i>					
Hommes	1 439	2 261	2 139	48,6	-5,4
Femmes	4 374	5 462	5 453	24,7	-0,2
■ Type d'emploi atypique					
Salariés en CDD	2 165	2 731	2 640	21,9	- 3,3
Salariés en travail à temps partiel	3 834	4 903	4 901	27,8	0,0
Salariés en mini-job	1 743	2 578	2 574	47,7	-0,2
Travailleurs intérimaires	242	612	560	131,4	-8,5

Source : Office fédéral de statistiques ([www.destatis.de](http://www.destatis.de))

Figure : Les formes d'emploi en Allemagne

De nos jours, les travailleurs pauvres représentent près de 20 % des employés allemands. Les mini-jobs tiennent le haut du pavé, avec une augmentation de 47,7%, simplement devancés par le boom de l'intérim (+134%). Ces formes de contrats sont également très répandues chez les retraités, 660 000 d'entre eux combinent leurs pensions à un mini-job. Ainsi, la pression sur les salaires a été importante depuis l'introduction de l'euro, puisque les coûts unitaires de la main-d'œuvre<sup>18</sup> n'ont augmenté, en moyenne annuelle de 1999 à 2009, que de 0,26 %. L'inflation était peu élevée de l'ordre de 1,52 % mais, malgré tout, cela faisait une perte de pouvoir d'achat de 1,26 % par an. Les salariés français quant à eux, ont moins souffert puisque leurs coûts unitaires de la main-d'œuvre ont augmenté de 1,86 % en moyenne annuelle entre 1999 et 2009. Comme l'inflation, sur la même période, a été de 1,75 %, le gain est de 0,11, soit 1,21 % cumulés sur 11 ans. La même comparaison peut se renouveler avec d'autres pays du Sud de la zone euro<sup>19</sup>.

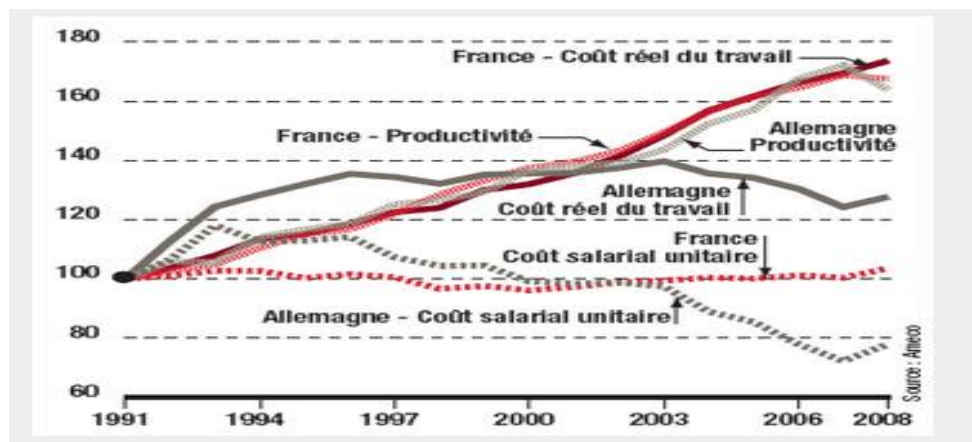
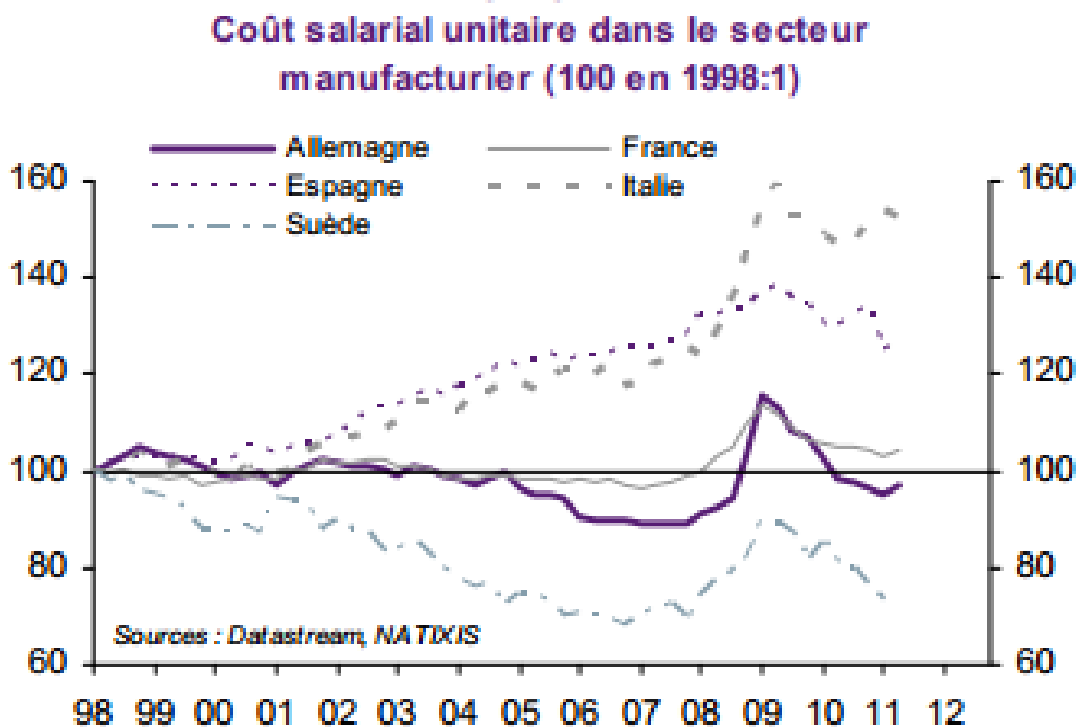
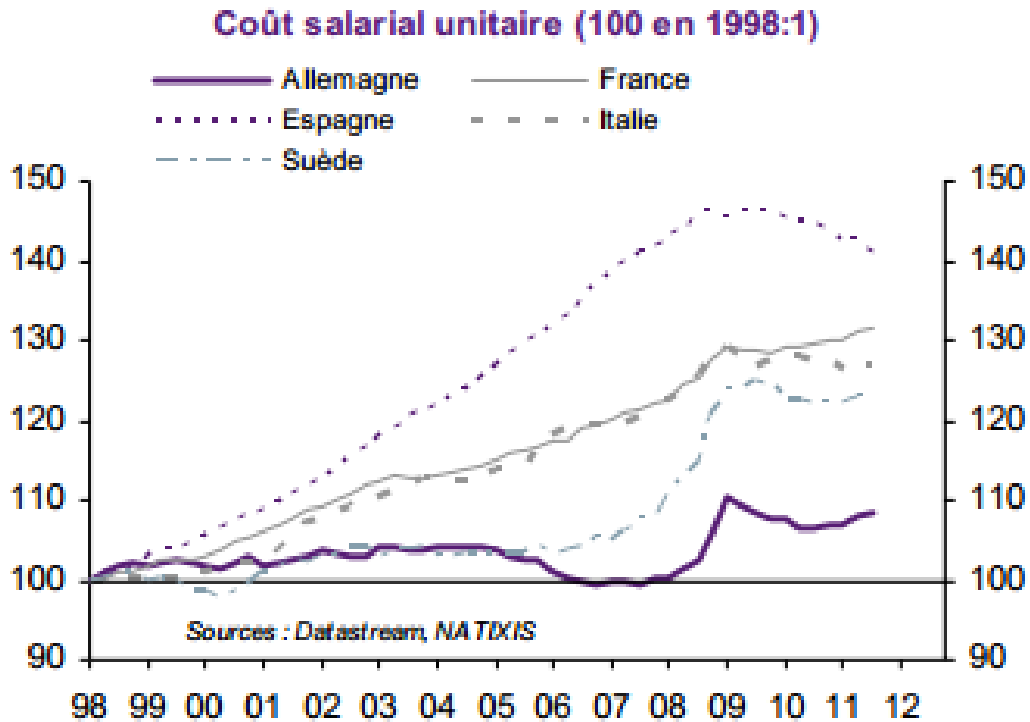


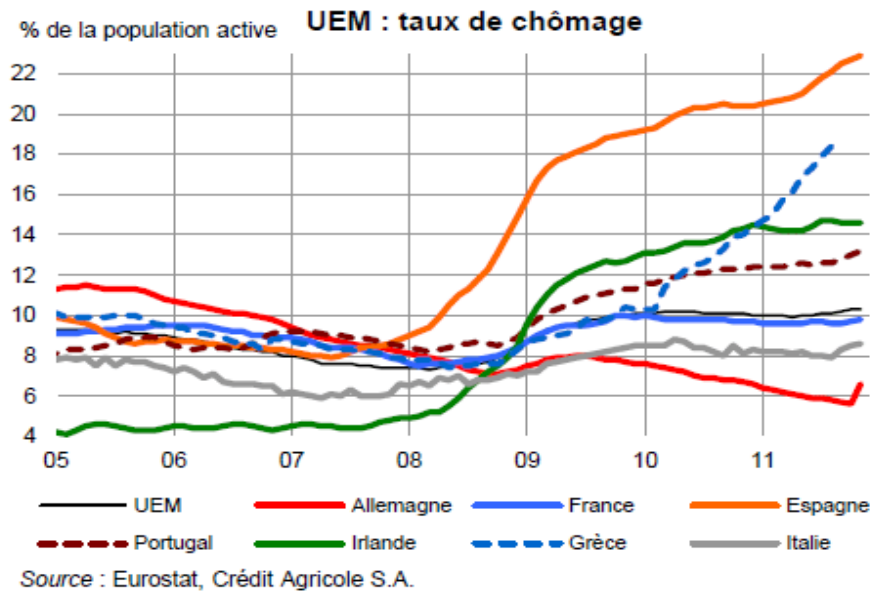
Figure : Evolution du coût réel du travail par emploi, de la productivité par emploi et du coût salarial unitaire dans l'industrie, base 100 en 1990

<sup>18</sup> Coût salarial unitaire : coût du travail nécessaire pour produire un euro de richesse -ratio coût du travail / productivité (indicateur pertinent pour apprécier la compétitivité-coût d'une économie).

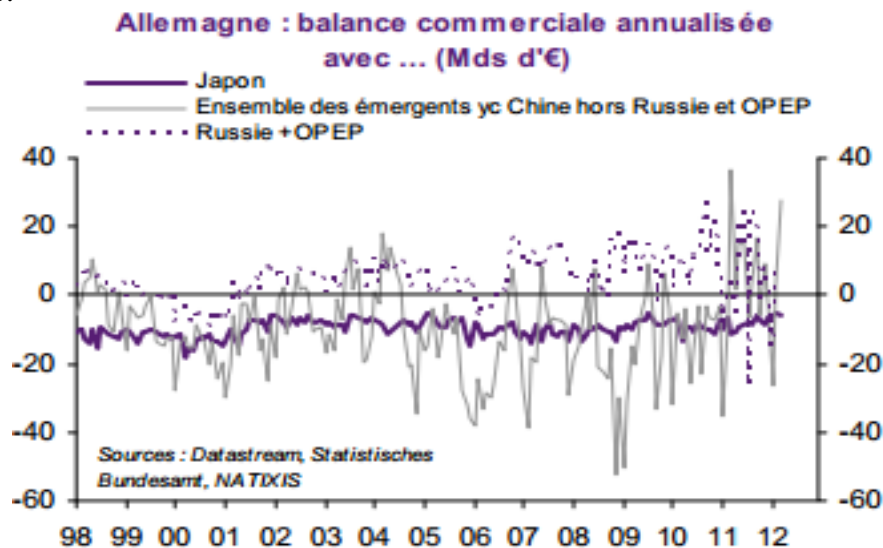
<sup>19</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, 2011, p. 206-207.

Pour cela, les graphiques issus des notes flash de Patrick Artus sont également révélateurs de la régression sociale opérée en Allemagne. Le seul élément positif de cette politique de rigueur a été la baisse du chômage favorisée par une forte décroissance démographique de la population allemande depuis la fin du baby-boom.





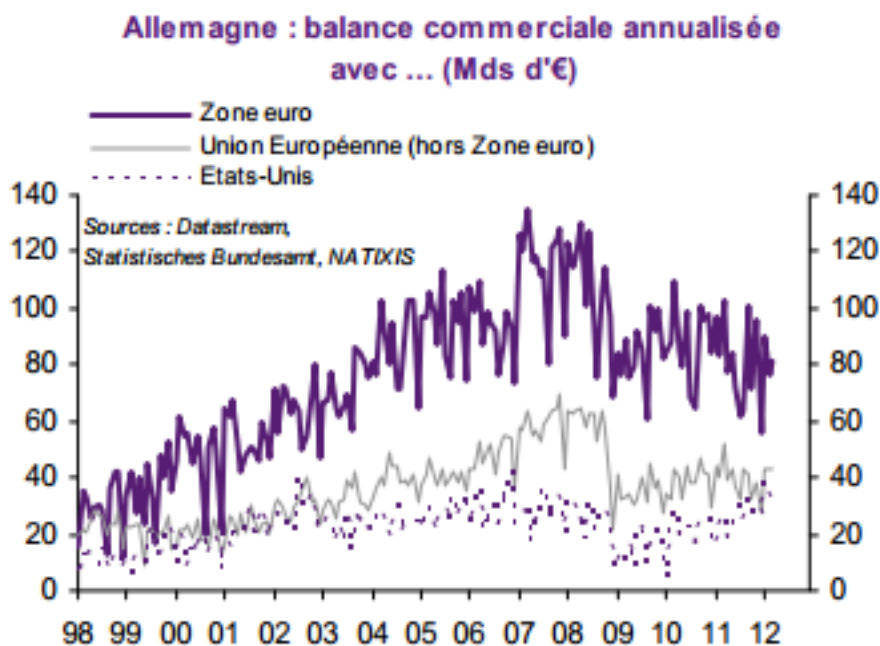
Ainsi, via la délocalisation d'une partie de l'unité productive à l'Est favorisée par un euro "fort" et d'une forte déflation salariale, les industriels allemands gagnent en compétitivité-coûts et peuvent donc réduire le prix du produit fini destiné à l'exportation. Depuis la création de l'euro, l'Allemagne a amélioré ses exportations au sein de l'UE-27 entre 2000 et 2009. La part de ces dernières dans le commerce intra UE-27 passe de 21,4 % à 23,2 %<sup>20</sup>. Si on prend maintenant la part de marché de l'Allemagne au sein de la zone euro, elle s'est accrue au détriment des autres membres de l'UE. En effet, la part de l'Allemagne dans le commerce intra zone euro passe de 25 % à 27 % entre 1995 et 2009<sup>21</sup>. Parallèlement, la part de la France et celle de l'Italie baissent fortement pour atteindre seulement 12,9 % et 10 %. Aujourd'hui, l'Allemagne affiche une balance commerciale déficitaire vis-à-vis des BRIC c'est la raison pour laquelle, elle est obligée de se concentrer sur l'Union européenne et particulièrement sur la zone euro.



<sup>20</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p.196.

<sup>21</sup> *ibid.* p. 197.

En effet, l'Allemagne a acquis un énorme avantage compétitif sur l'ensemble de la zone euro. Ce dernier se traduit par la constitution d'un énorme excédent commercial qui est largement concentré sur la zone euro. Si la part de la zone euro dans les exportations allemandes a reculé de 50 % à 40 %, au profit des pays d'Europe centrale et orientale, l'économie allemande n'en a pas moins réalisé près de 60,5 % de ses excédents commerciaux dans cette zone, notamment du fait d'une forte baisse de la part de ses importations qui en provenait (de 50 % à 37 %). Globalement, l'Allemagne réalise 75 % de son excédent sur les pays de l'Union européenne.



Au regard de ces différents graphiques, on constate que l'Allemagne face à la concurrence grandissante des BRIC sur le marché des exportations, a décidé de se réorienter sur le marché intra-européen afin découler la majeure partie de ses produits industriels. Face à un euro « fort », l'Allemagne est peu pénalisée car ses exportations vers les pays hors zone euro restent minoritaires. La monnaie unique permet alors d'annihiler tout risque de change et donc d'éviter une perte de valeur des marchandises exportées. Au contraire, elle est même favorisée pour ses achats de biens d'équipement dans les pays à monnaies faibles tels que les PECO. Dans ce contexte, boostée par une compétitivité-coût avantageuse grâce à sa place dans la division internationale du travail (automobile, chimie, bien d'équipements, industries mécaniques), par un nombre important d'entreprises de taille intermédiaire (ETI, entre 250 et 5000 employés), appelées « mittelstand », par une tradition et un savoir-faire dans la conquête de nouveaux marchés et enfin par une compétitivité hors prix<sup>22</sup>encore améliorée, l'économie allemande a connu une accélération de son ouverture internationale sans équivalent dans les grands pays développés. Le ratio importations sur demande intérieure a quasiment doublé,

<sup>22</sup> <http://pratclif.com/economy/alter-eco/modele-allemand.htm>: Compétitivité hors prix (ou structurelle) : comparaison entre les prix pratiqués par des entreprises ou des pays pour des biens proches, indépendamment du prix des biens et des services. Les délais, la qualité, l'effet de marque, l'adaptation à la demande ou le service après-vente sont les sources de la compétitivité structurelle

passant de 23 % à 44 % entre 1995 et 2008, et la part des exportations dans le produit intérieur brut (PIB) a bondi de 25 % à 47 % en dix ans. A partir de 2002, l'économie allemande a dégagé chaque année des excédents dans ses échanges de biens et de services avec le reste du monde compris entre 5 % et 7 % de son PIB. Et sa croissance a été tirée aux trois quarts par cette contribution externe<sup>23</sup>.

Finalement, on observe que l'importance de l'excédent commercial accumulé de l'Allemagne vis-à-vis de ses partenaires européens résulte d'une structure des échanges de type néomercantiliste. En effet, il s'agit d'une politique unilatérale qui consiste à gagner des parts de marché au détriment de ses partenaires européens. L'Allemagne a usé de la surévaluation de l'euro et de sa position géographique afin d'améliorer sa compétitivité et devenir le leader du club très fermé des pays de la zone euro qui affiche un excédent de leur balance des transactions courantes. Mais la réussite de cette stratégie a été effective dans la mesure où les autres pays membres ne pouvaient la mener. Ces derniers ne peuvent miser sur les exportations car ils disposent d'une demande intérieure dynamique et affichent également un solde naturel positif. De plus, la monnaie unique induit une incapacité pour ces derniers à dévaluer afin de relancer leurs exportations. Ainsi, l'Allemagne a joué avec les contraintes qu'impose la monnaie unique aux autres pays membres de la zone euro dans le cadre de leur commerce extérieur, afin de mener à bien sa politique industrielle non-coopérative. En somme, la zone euro apparaît comme l'instrument qui permet à l'Allemagne de maintenir sa politique néomercantiliste en dépit de la surévaluation de l'euro, en compensant les parts de marché qu'elle perd dans le reste du monde par ce qu'elle gagne sur ses partenaires de la zone euro qui ne peuvent dévaluer<sup>24</sup>. Il faut savoir aussi que parallèlement à cette recherche "folle" de compétitivité de l'industrie allemande, un autre enjeu majeur est au cœur de la stratégie non-coopérative de l'Allemagne.

### ***La rentabilité financière, l'autre objectif non avoué de la politique industrielle allemande non-coopérative***

Depuis les années 2000, le processus de désinflation salariale engagée dans l'industrie allemande ne répond pas qu'au seul enjeu de compétitivité. Celui de rentabilité est également au centre de sa stratégie. En effet, les gains considérables tirés de cette nouvelle compétitivité va servir en premier lieu les intérêts des actionnaires. Aujourd'hui, l'objectif de tout dirigeant est de maximiser la valeur de l'entreprise pour ces derniers, donc de la rentabilité des fonds propres. Cette répartition inégale des profits entre actionnaires et salariés n'est pas anodine, elle vise un enjeu crucial pour le peuple allemand, à savoir le financement des retraites.

Parallèlement, à la baisse du rythme de croissance des salaires en Allemagne, le gouvernement du Chancelier Schröder décide également d'engager une réforme importante pour l'avenir du pays, celle du régime de retraite allemand. La loi Riester (du nom du Ministre du Travail et des Affaires sociales) de 2001 consiste notamment à transférer une partie de la retraite publique au secteur privé et aux entreprises. Autrement dit, il s'agit de faire basculer partiellement le régime purement collectif de retraite par répartition vers un régime de retraite par capitalisation à comptes individuels.

<sup>23</sup> *ibid.*

<sup>24</sup> Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, Paris, 2012, p.92.



Cette réforme est essentielle dans la mesure où l'Etat providence allemand doit affronter trois enjeux majeurs. Tout d'abord, la baisse de la fertilité et la très forte croissance du nombre de personnes âgées. L'Allemagne est l'un des premiers pays d'Europe en termes de vieillissement de la population, et le rapport entre cotisants et retraités continue à baisser de façon alarmante. Le constat est édifiant quand on compare le solde naturel de l'Allemagne et de la France entre 1952 et 2008.

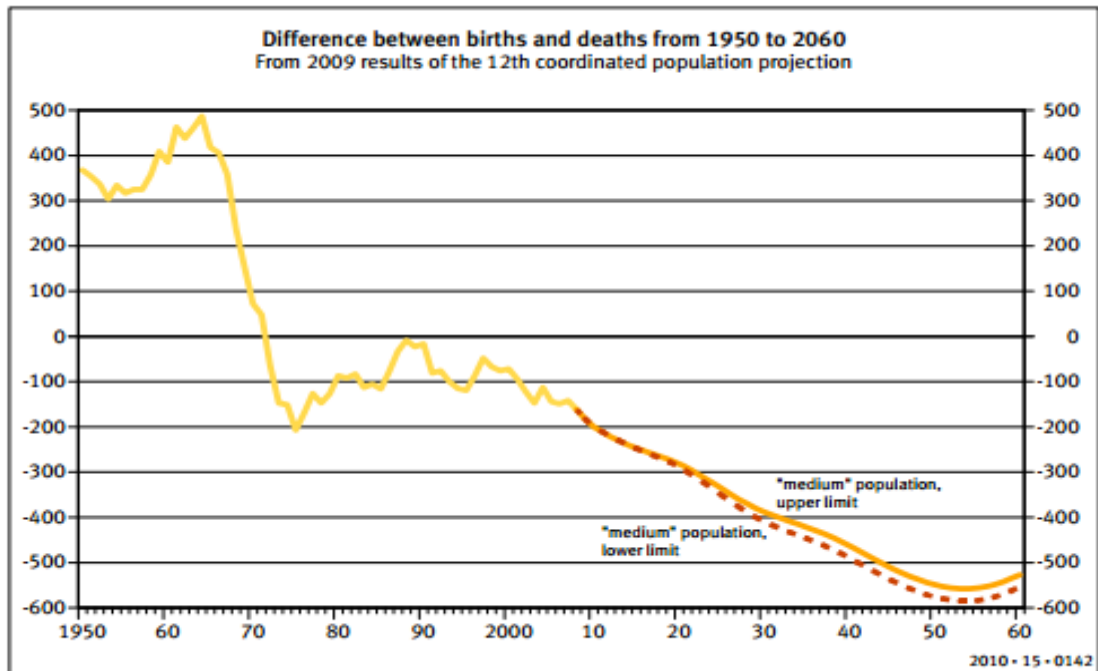
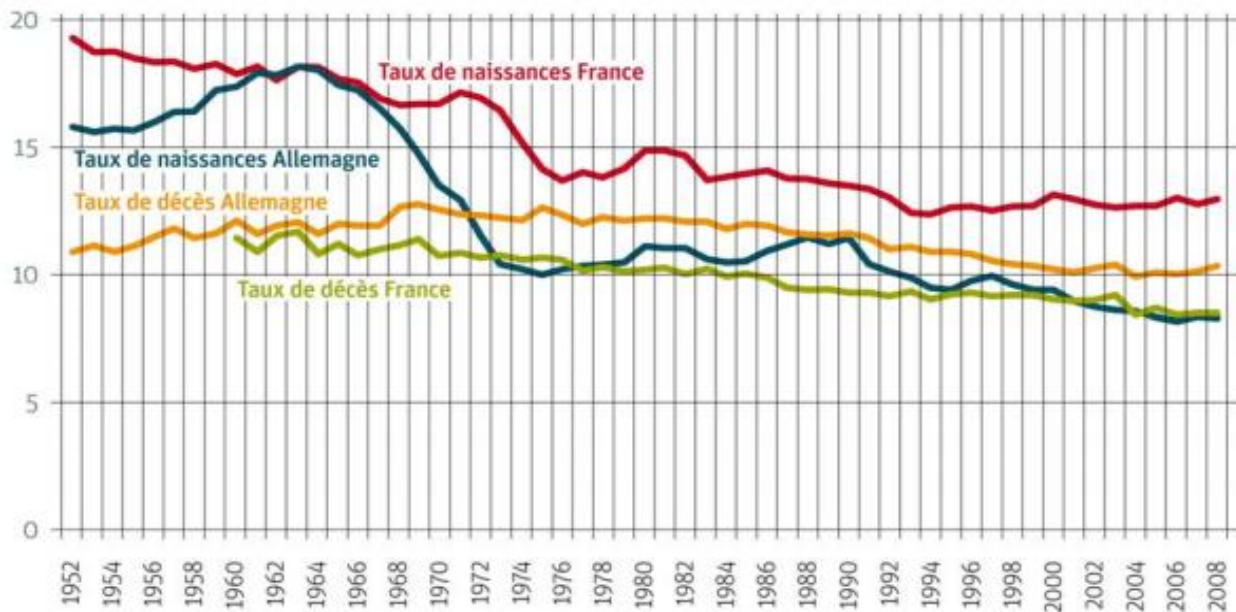


Figure : Solde naturel allemand (1950-2060)



Source : Base de données Eurostat

Figure : Taux de naissances et de décès pour l'Allemagne et la France de 1952 à 2008

Ensuite, depuis la réunification, 16 millions d'habitants d'Allemagne de l'Est ont été intégrés au système ouest-allemand de sécurité sociale. Enfin, le pays est touché par un chômage endémique depuis la réunification. Son taux se situant autour de 9,5 % de la population active. Alors que, le pacte européen de stabilité et de croissance n'autorise pas des déficits publics supérieurs à 3 % du PIB, sauf en périodes de crise économique grave. Par conséquent, le système social allemand ne pouvait éviter une restructuration, c'est la raison pour laquelle le gouvernement du Chancelier Schröder a décidé de s'engager à stabiliser les taux de contribution au système de sécurité sociale. De plus, le gouvernement Schröder afin de populariser cette réforme, encourage fiscalement, les salariés allemands à se constituer eux-mêmes une épargne-retraite. Cette transition vers un régime de retraite par capitalisation s'est imposée comme inéluctable dans la mesure où les perspectives démographiques de l'Allemagne sont les plus sombres. Mais, ce régime s'est doublement imposé à partir de la libéralisation financière à outrance des années 2000. La réglementation européenne en favorisant la libéralisation des capitaux, permet à l'Allemagne et à d'autres pays européens de trouver des voies alternatives afin de résoudre leur problème de financement des retraites.

La financiarisation de l'économie allemande encouragée par le cadre institutionnel et réglementaire de l'UEM, contribue à l'émergence fulgurante des investisseurs institutionnels ou encore appelés "zinzin". Ces derniers sont devenus depuis le début des années 2000, des acteurs majeurs du capitalisme financier allemand. En effet, le capitalisme Rhénan s'est profondément modifié à travers le développement des investisseurs institutionnels et de la finance globale. En Allemagne, ces derniers sont composés des Fonds de pension et Sociétés d'assurance, qui sont devenus en l'espace d'une dizaine d'années, des actionnaires très importants des entreprises cotées en Bourse, au Dax (Bourse de Francfort). Aujourd'hui, les investisseurs institutionnels occupent une place prépondérante dans le développement de l'industrie allemande. Le capital qu'ils investissent dans les entreprises résulte d'une gestion collective de l'épargne. Ainsi, ce rôle de gestionnaire d'actifs financiers est alors crucial dans un régime de retraite par capitalisation. Effectivement, les investisseurs institutionnels ont pour fonction de gérer l'épargne de millions de ménages (employés, retraités...). Leur principal objectif est de maximiser le rendement de l'épargne de leurs mandants, compte tenu du niveau de risque que ceux-ci sont prêts à assumer. Quand les institutionnels investissent en actions, leur objectif est donc d'optimiser le couple rendement/risque de ce type de placement. Le risque d'un placement en actions est la volatilité du prix de l'action. De fait, la réduction de ce risque passe par une transparence de l'information concernant les actions stratégiques des dirigeants. Les codes de "gouvernement d'entreprises" sont essentiels afin d'optimiser la relation actionnaires-dirigeants.

Ainsi, les investisseurs institutionnels poursuivent deux séries d'objectifs qui sont étroitement liés. D'abord, un objectif financier ou de rentabilité qui impose aux dirigeants une maximisation de la valeur de l'entreprise pour ses actionnaires, donc de la rentabilité des fonds propres composés de l'épargne salariale. Cela signifie que les investisseurs considèrent d'abord l'entreprise dans laquelle ils investissent comme un actif financier. Ensuite, un objectif de contrôle qui consiste à inciter les dirigeants des entreprises à mener des politiques conformes aux intérêts des actionnaires. Pour atteindre cet objectif, les investisseurs institutionnels demandent que l'on applique les principes de "gouvernance d'entreprise".

Dans le cadre de la stratégie industrielle allemande, ces deux objectifs ont été parfaitement atteints. D'une part, les industriels allemands, par une compression du coût salarial unitaire, n'ont visé qu'à améliorer les termes du partage de la valeur ajoutée dans un sens plus favorable aux dividendes, c'est-à-dire aux actionnaires. D'autre part, cette recherche d'une maximisation des profits à court terme ne vise que les intérêts particuliers des actionnaires et notamment ceux des investisseurs institutionnels. La financiarisation croissante des stratégies des entreprises en Allemagne, lesquelles préfèrent redistribuer les gains de productivité à leurs actionnaires plutôt qu'à leurs salariés, va alors constituer une voie alternative formidable pour résoudre le problème inextricable de financement des retraites. Les salariés pour l'essentiel, sont, par l'intermédiaire des institutionnels, devenus ou en passe de devenir, les propriétaires des plus grandes entreprises. Le capitalisme le plus « pur », le profit comme norme suprême de l'activité économique, résulte donc d'une forme, certes particulière, de propriété « sociale » du capital<sup>25</sup>. Les industriels allemands par la désinflation salariale ont alors contribué à ce que l'épargne salariale capitalisée via les investisseurs institutionnels, dispose d'un rendement maximal en privilégiant l'actionnariat. C'est bien la financiarisation de la zone euro qui a permis à l'Allemagne d'assurer la viabilité d'un régime de retraite par capitalisation. Néanmoins, il est important de noter que les syndicats allemands ont accepté cette « nouvelle donne » d'un capitalisme financiarisé à condition que soient maintenus l'emploi ainsi que le potentiel industriel du pays. Autrement dit, la compétitivité recouvrée de l'industrie allemande via la délocalisation à l'Est et la désinflation salariale a permis à l'épargne salariée investie de bénéficier de la rentabilité des projets industriels.

La stratégie industrielle non-coopérative allemande est dite globale dans la mesure où elle répond à la fois à des enjeux divers par leur nature mais foncièrement similaires par la finalité recherchée. Il s'agit en premier lieu de satisfaire des intérêts politiques, économiques et sociaux à l'échelle d'une seule nation. Dans ce contexte, la phrase de Paul Valéry dans « *Une conquête méthodique* » (1897) prend tout son sens. Il analysait déjà la stratégie économique de notre voisin : « *la certitude d'une conséquence contient quelque chose d'enivrant – lorsqu'elle apparaît le résultat d'une action préméditée*<sup>26</sup> ». Par sa conquête méthodique, l'Allemagne dispose d'une industrie reluisante à travers une compétitivité retrouvée. Le modèle allemand s'impose alors comme la référence à ériger afin de stimuler l'économie industrielle d'un pays. Aussi, il s'agit de savoir maintenant, si le modèle allemand peut-être applicable mais surtout s'il est souhaitable de l'appliquer dans les autres pays membres de la zone euro qui affichent des structures économiques et sociales hétérogènes.

### **Le modèle allemand n'est pas la panacée**

Pour beaucoup de commentateurs, notamment en France, l'Allemagne est souvent décrit comme l'élève studieux de la zone euro. Son modèle est perçu comme la référence à suivre et est surtout considéré comme l'élément essentiel explicatif de la sortie de crise spectaculaire de l'Allemagne. Mais l'efficacité de ce modèle doit être relativisée lorsque l'on dépasse les frontières allemandes. Il s'avère que dans les autres pays membres de la zone euro, la politique menée par les dirigeants allemands est tout sauf un modèle par excellence. Il s'agit

<sup>25</sup> <http://www.ereflexion.org/IMG/pdf/PNG-EtudesFev01.pdf>

<sup>26</sup> Paul Valéry, *Une conquête méthodique*, Editions de la Nouvelle Revue française, Paris, 1925

au contraire, d'un anti-modèle, notamment si on se place du point de vue du salarié. En effet, le processus de désinflation salariale engagée par les dirigeants allemands est clairement une "punition illégitime" pour le monde du travail, qu'il s'agisse des travailleurs allemands ou de ceux des autres pays membres de la zone euro.

*« L'euro apparaît dans cette crise comme l'instrument des classes dirigeantes allemandes pour assécher le profit des classes dirigeantes des autres pays de la zone, et pour extorquer le maximum de ce qui peut l'être des travailleurs allemands. Ces derniers, lorsqu'ils ont accepté le compromis "pourri" négocié par les syndicats avec les employeurs allemands, n'avaient peut-être pas compris qu'ils allaient faire la même chose envers les travailleurs de la zone euro : leur faire payer le maintien de leur propriété relative et précaire. » J. Nikonoff<sup>27</sup>*

Cette description virulente montre bien les vices de la stratégie opérée par les dirigeants allemands. Elle ne peut consister alors à devenir ni un modèle souhaitable, ni un modèle applicable. Et ceci pour des raisons somme toute très logiques.

### ***L'anti-modèle allemand***

Tout d'abord, il faut savoir que la politique suivie par les dirigeants allemands n'est possible qu'à l'échelle d'un seul pays dans la mesure où sa viabilité est assurée qu'à la condition que les autres ne puissent pas l'appliquer. Il s'agit en vérité d'une véritable guerre commerciale et sociale contre les autres pays et leurs travailleurs. Ce comportement n'est pas pardonnable car la zone euro implique au contraire une parfaite solidarité entre ses membres. Ensuite, une politique fondée principalement sur les exportations n'est pas source de croissance car elle compresse la demande intérieure, limite les recettes fiscales et par delà engendre une détérioration globale des finances publiques. Sur la dernière décennie (2001-2011), le taux de croissance économique avoisine 0,8 %, de 2001 à 2007, celui-ci est de 1,2 %, contre respectivement 1,3 % et 1,8 % en France<sup>28</sup>. Pour respecter, les critères de convergence, l'Allemagne a ainsi mis en place une importante réforme de son système social et de son marché du travail. On observe alors un écart grandissant du salaire horaire entre l'Allemagne et ses partenaires, dû essentiellement à la diminution des charges patronales et à leur remplacement par une augmentation de la TVA. Ce type de politique n'est tout simplement pas souhaitable puisque d'une part il fragilise considérablement l'économie en favorisant la pauvreté et les inégalités sociales.

---

<sup>27</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p.171-172.

<sup>28</sup> Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, Paris, 2012, p.61.

	1998	2008	Evolution 1998-2008, en %
Bulgarie	3,7 <sup>(2)</sup>	6,5	+ 76
Roumanie	4,5 <sup>(2)</sup>	7,0	+ 56
<b>Allemagne</b>	<b>3,6</b>	<b>4,8</b>	<b>+ 33</b>
Lettonie	5,5 <sup>(2)</sup>	7,3	+ 33
Finlande	3,1	3,8	+ 23
Nouveaux Etats membres	4,3 <sup>(2)</sup>	5,2	+ 21
Danemark	3,0 <sup>(1)</sup>	3,6	+ 20
Lituanie	5,0 <sup>(2)</sup>	5,9	+ 18
Suède	3,1 <sup>(1)</sup>	3,5	+ 13
Pays-Bas	3,6	4,0	+ 11
Luxembourg	3,7	4,1	+ 11
Hongrie	3,3 <sup>(2)</sup>	3,6	+ 9
Union à 25 puis à 27	4,6	5,0	+ 9
Pologne	4,7 <sup>(2)</sup>	5,1	+ 9
Royaume-Uni	5,2	5,6	+ 8
Union à 15	4,6	4,9	+ 7
Slovénie	3,2 <sup>(2)</sup>	3,4	+ 6
Autriche	3,5	3,7	+ 6
Belgique	4	4,1	+ 3
France	4,2	4,3	+ 2
République tchèque	3,4 <sup>(2)</sup>	3,4	0
Italie	5,1	5,1	0
Espagne	5,9	5,4	- 8
Grèce	6,5	5,9	- 9
Portugal	6,8	6,1	- 10
Irlande	5,2	4,4	- 15
Estonie	6,3 <sup>(2)</sup>	5,0	- 21

Figure : S80/S20\* et évolution des inégalités entre 1998 et 2008, en %

\*Ce ratio mesure la disparité relative de la distribution d'une grandeur donnée (salaire, revenu, niveau de vie)

Et, d'autre part, il soumet le pays à une pression constante d'un retournement soudain de l'économie mondiale. En effet, une politique centrée sur les exportations crée une forte sensibilité à la conjoncture internationale. Enfin, la " stratégie allemande doit être mise au pilori " car elle suscite des déficits commerciaux abyssaux chez les autres membres de la zone euro. De fait, celle-ci en favorisant la divergence de compétitivité au sein de la zone monétaire, détériore encore plus la situation économique déjà branlante issue de la crise économique et financière de 2008. Après, il s'avère opportun d'expliquer pourquoi le modèle allemand est inapplicable chez les autres membres de la zone euro. Si le modèle allemand à l'export est efficace, c'est parce qu'il existe une demande intérieure dynamique dans les autres pays de la zone euro. Par conséquent, si tous les pays de la zone euro avaient une politique similaire, s'ils avaient tous décidé de déprimer leur consommation intérieure et tout misé sur les exportations, l'excédent commercial aurait été bien moins important.



Mais surtout, la zone euro aurait implosé, en raison de l'addition des politiques récessives sur la demande intérieure. On se dirigerait vers une dangereuse spirale déflationniste. Comme démontré plus haut, la compression des dépenses publiques allemandes et des coûts unitaires de la main-d'œuvre ainsi que *l'offshore outsourcing*<sup>29</sup> n'ont été possible que parce que les autres pays n'appliquaient pas une politique similaire. Jacques Sapir ajoute que : « *L'Allemagne n'a pu se permettre une telle politique que dans la mesure où ses voisins faisaient l'opposé. Si tout le monde avait pratiqué la même politique de contraction du coût réel du travail, l'Europe aurait été plongée dès 2003 dans une terrible dépression*<sup>30</sup> ». Finalement, la politique industrielle allemande non-coopérative ne peut-être un modèle. Si d'autres pays appliquaient une stratégie identique, ce serait un jeu à somme nulle, puisque pour exporter il faut obligatoirement des importateurs. Ainsi, si tout le monde optait pour un modèle basé sur les exportations uniquement, qui seraient les importateurs et comment feraient-ils pour trouver des débouchés ? La zone euro connaîtrait une contraction importante de son commerce extérieur, ce qui induirait une montée inexorable de l'endettement et des attaques spéculatives. En l'absence d'une optimalité de la zone euro, celle-ci ne pourrait plus être viable. En somme, les Etats membres de la zone euro en menant des politiques différentes d'un point de vue fiscal et budgétaire afin de soutenir leurs marchés intérieurs ont permis à l'Allemagne de mener sa politique industrielle non-coopérative. Selon Jacques Sapir : « *La politique de l'Allemagne a été en réalité une politique de défection par rapport à ses partenaires*<sup>31</sup> ». De plus, il faut savoir que c'est cette politique montrée comme exemple à toute l'Europe, qui est en partie responsable du problème de la dette souveraine. Cette dernière en favorisant le creusement du déficit des balances de transactions courantes des pays de la zone Sud et de l'Irlande, a encouragé ces pays à trouver des voies alternatives afin de se développer économiquement. Ainsi, la financiarisation et la bulle bancaire de la crise irlandaise, la spéculation immobilière de la crise espagnole et portugaise sont la conséquence d'une crise de compétitivité. La politique monétaire de la BCE ayant favorisé ce genre de mode de croissance fictive.

En France, les entreprises pour rester compétitives ont bénéficié d'importantes exonérations d'impôts de la part de l'Etat à travers les fameuses niches fiscales. Celui-ci, dans un souci de maintenir un taux de croissance économique acceptable, se doit d'assurer une demande intérieure dynamique dans la mesure où d'importantes cohortes générationnelles arrivent sur le marché du travail. Par conséquent, l'Etat français ne peut procéder à une désinflation salariale dite compétitive afin de relancer la compétitivité de son industrie. Les contraintes structurelles de son économie, a obligé l'Etat français à plus dépenser c'est la raison pour laquelle il affiche un déficit budgétaire plus important que celui de son voisin outre-Rhin. Outre la contagion de la crise des subprimes, le problème de compétitivité de la France est également une des principales raisons de la montée exponentielle de sa dette publique.

---

<sup>29</sup> Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p.190-191 : (L'étude de la Banque de France analyse le phénomène et le définit comme le déplacement d'une partie du processus de production d'une firme vers une autre (souvent une filiale) située à l'étranger)

<sup>30</sup> Jacques Sapir, *L'Allemagne exporte mais se désindustrialise*, Marianne 2, 19 octobre 2010.

<sup>31</sup> op. cit. p.115

On constate alors que le modèle allemand est le symbole du renouveau de la puissance allemande en Europe. L'Allemagne à travers sa politique non-coopérative ne cherche qu'à répondre à des enjeux nationaux et n'a cure du projet européen. Par de là cet individualisme patent, notre voisin germanique entrave le développement économique de ses partenaires européens. Ces derniers affichent des déficits de leur balance courante inquiétants, un niveau d'endettement public intenable à long terme et un socle social ballant qui favorise la montée du populisme, du nationalisme et de la xénophobie. Au final, tant que l'Allemagne, compte tenu du poids de son économie, s'acharnera à restreindre sa demande intérieure, la zone euro dans son ensemble sera condamnée à la stagnation, les dettes publiques continueront d'augmenter et le projet européen de se déliter<sup>32</sup>.

### *L'avenir incertain du fameux "modèle allemand"*

Il s'avère que le modèle allemand à terme ne peut-être viable puisqu'il va pâtir du ralentissement économique de ses principaux clients au sein de la zone euro. L'échec prévisible de cette politique non-coopérative, l'Allemagne en est l'unique responsable. Autrement dit, notre voisin germanique en cherchant à forcer ses partenaires européens à l'imiter se condamne en réalité inéluctablement à la récession. La crise de compétitivité des autres pays de la zone euro dans leur commerce intra-euro qui résulte de la politique non-coopérative de l'Allemagne, engage ces derniers à mener des politiques budgétaires restrictives. C'est le cas de nombreux pays de la zone Sud (Grèce, Espagne, Portugal, Italie, France) et de l'Irlande. Certains d'entre eux sont même surveillés par la fameuse Troïka, à savoir la BCE, le FMI et la Commission européenne, qui souhaite maintenant que la population grecque travaille six jours dans la semaine.

Ces politiques de rigueur menées dans ces pays sont imprégnées par l'orthodoxie allemande. C'est l'Allemagne qui souhaite que l'ensemble de ses partenaires européens suivent la même réforme structurelle qu'elle a commencée à mener dès le début des années 2000. Cependant, l'Allemagne en voulant appliquer chez ses voisins la même rigueur, s'expose à des conséquences fâcheuses quant à la poursuite de son mode de croissance fondé sur l'exportation. En effet, les pays de la zone euro qui représentent 40 % des exportations allemandes, en disposant d'une économie atone en 2012 vont vraisemblablement peu importer. De fait, le sort de la zone euro et la politique budgétaire menée par ses principaux partenaires ne peut laisser l'Allemagne indifférente dans la mesure où le ralentissement économique de ces derniers va amputer la contribution du commerce extérieur à la croissance allemande. D'après les prévisions de l'OFCE, le commerce extérieur n'apporterait plus que 0,5 point à la croissance du PIB en 2012 (contre 1,4 point en 2010). La demande extérieure adressée à l'Allemagne par les pays de la zone euro ne progresserait que de 1,8 % en 2012 (contre 5,1 % pour celle en provenance des pays hors zone euro). Le rythme de croissance des exportations passerait ainsi de 8 % en 2011 à 4,1 % en 2012 et celui du PIB de 2,9 % à 1,2 %<sup>33</sup>. Le 8 juin dernier, le Bureau des statistiques fédérales a publié une batterie de chiffres qui confirment ces prévisions. Les exportations, fleuron du «modèle» et moteur de l'économie qui ne cessaient d'afficher des records, ont chuté en avril (- 1,7 %) après avoir affiché un premier recul de 0,8 % en mars. Sur un an la baisse est de 3,4 % et les carnets de commandes des

<sup>32</sup> Duval.G, *Allemagne, victime du tout export*, Alternatives économiques n° 238, sept. 2009, p. 32-35.

<sup>33</sup> <http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/?p=1102>

entreprises exportatrices se dégarnissent très vite (- 3,6 % en avril). L'automobile allemande, jusqu'alors relativement préservée, n'échappe plus à l'effondrement observé dans le reste de l'Europe. En mai, les ventes globales des constructeurs germaniques reculent de 13 % et la production de 17 % sur un an<sup>34</sup>. De plus, il faut savoir également que le rythme des commandes à l'industrie allemande ralentit dans les pays émergents. Alors que les exportateurs allemands espéraient trouver une contrepartie gagnante au ralentissement économique observée chez ses partenaires européens. L'industrie allemande souffre de l'essoufflement de la croissance mondiale, plus particulièrement chez les BRIC.

Enfin, l'activité industrielle outre-Rhin est menacée par la remise en cause du lien fort qui existait entre la banque et l'industrie. La Deutsche ou la Commerzbank, aux établissements coopératifs comme la Dekabank ou à des grandes banques publiques régionales comme celles des Länder du Bade Wurtemberg ou de Hesse-Thuringe, se sont tous quasi définitivement détournés du soutien qu'ils apportaient jadis à l'industrie au sein du capitalisme dit rhénan. Aujourd'hui, ces grands établissements bancaires sont plus concentrés à retrouver rapidement un haut niveau de rentabilité financière que d'apporter un appui financier pour le développement de grands projets industriels<sup>35</sup>.

A la lumière de ces observations, il se pourrait bien que le modèle allemand commence à s'effriter sérieusement et que l'ensemble du socle social vacille suite aux erreurs stratégiques de ses dirigeants. Le constat est accablant. La société allemande peine à développer une économie de services à la personne, indispensable à la hausse de l'emploi de qualité pour les femmes. La décroissance de sa population est d'autant plus inéluctable que le solde migratoire est négatif depuis 2005, faute d'une politique d'accueil et d'intégration ambitieuse. Ses perspectives de croissance pâtiront aussi durablement de l'accroissement des inégalités sociales et d'un niveau d'investissement global insuffisant, notamment parce que l'Allemagne a le taux d'investissement public le plus faible de tous les pays de l'OCDE<sup>36</sup>. Maintenant, il est crucial que l'Allemagne change de cap et rééquilibre alors son modèle de croissance par une relance de sa demande intérieure, soit par une politique budgétaire expansionniste, soit par une hausse des salaires. Sinon, la divergence de compétitivité au sein de la zone euro continuera à se développer, les politiques de rigueur également, le chômage, les déficits et la dette publique accompagnée d'une petite touche de spéculation sonneront rapidement la fin de la zone euro.

---

<sup>34</sup> <http://www.humanite.fr/monde/l'allemande-ralentit-minee-elle-aussi-par-la-financiarisation-499116>

<sup>35</sup> *ibid.*

<sup>36</sup> <http://pratclif.com/economy/alter-eco/modele-allemand.htm>